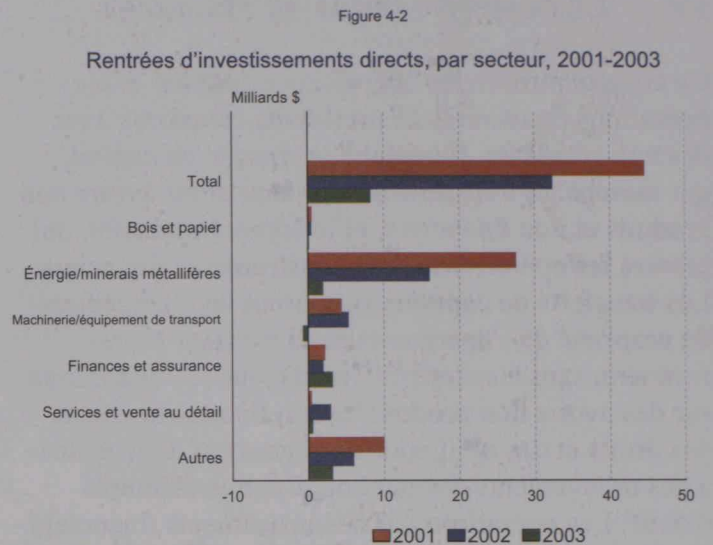


Pour chaque tranche de six dollars de baisse de l'investissement étranger, cinq dollars étaient imputables aux investisseurs américains : en d'autres termes, l'investissement direct des États-Unis au Canada a dégringolé de 82,3 p. 100 par rapport à son niveau de 2002, soit 20,3 milliards de dollars, pour s'établir à un peu moins de 4,4 milliards de dollars. Les investisseurs européens ont été responsables d'environ 8,25 p. 100 du déclin, alors que les entrées d'IED en provenance du Royaume-Uni ont chuté de plus de 80 p. 100 par rapport à leur niveau de 2002, soit d'environ 1,25 milliard de dollars, à près de 0,25 milliard de dollars. Les entrées d'investissement direct en provenance du reste de l'UE étaient en retrait de plus du tiers, passant de 2,8 milliards de dollars à 1,8 milliard de dollars. Le Canada a aussi enregistré un recul significatif des entrées d'IED en provenance des pays non-membres de l'OCDE, qui ont fondu de près des deux tiers, soit de 2,2 milliards de dollars, à 0,7 milliard de dollars.

Les flux d'investissement étranger direct au Canada étaient en repli dans tous les secteurs, sauf les *finances et assurances*, où ils ont augmenté de 1,2 milliard de dollars pour s'établir à 3,1 milliards de dollars (figure 4-2). Environ 60 p. 100 de la baisse des entrées d'IED est redevable au secteur de l'*énergie et des minéraux métalliques* (recul de 14,1 milliards de dollars, à 1,9 milliard de dollars). Il y a eu une réduction nette de 0,6 milliard de dollars du stock d'investissement dans le secteur des *machines et du matériel*, alors que les étrangers ont réduit leurs investissements de 5,9 milliards de dollars par rapport au niveau de 5,3 milliards de dollars observé un an plus tôt. Par ailleurs, les flux d'investissement ont diminué de 2,8 milliards de dollars dans les *industries diverses* pour s'établir à 3,1 milliards de dollars, ils ont baissé de 2,3 milliards de dollars, à 0,5 milliard de dollars, dans le secteur des *services et du commerce de détail*, et ils ont régressé de 0,3 milliard de dollars, à tout juste 94 millions de dollars, dans le secteur du *bois et du papier*.

L'évolution des sorties d'IED du Canada, c'est-à-dire l'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE), a été un peu moins spectaculaire que celle des entrées d'IED, mais tout de même assez remarquable. Les flux d'investissement canadien à l'étranger ont fondu du tiers, soit de 15,2 milliards de dollars, à un peu plus de 30,0 milliards de dollars en 2003. Ces sorties d'investissement direct étaient en baisse vers la plupart de nos principaux partenaires, sauf le Royaume-Uni. La



moitié du repli est imputable à la diminution de l'IDCE aux États-Unis. Les sorties d'investissement vers ce pays ont diminué de 7,6 milliards de dollars, supprimant un peu plus de la moitié de l'investissement sortant par rapport au niveau de 2002 (14,0 milliards de dollars). Les sorties d'investissement vers les autres pays de l'OCDE ont dégringolé de 5,9 milliards de dollars, effaçant entièrement le flux d'investissement de 5,7 milliards de dollars vers cette région en 2002; en conséquence, il y a eu un retrait net d'IDCE d'environ 236 millions de dollars dans cette région au cours des deux dernières années. Les flux d'IDCE vers le Japon ont aussi chuté de façon notable en 2003, avec une baisse d'environ 1,5 milliard de dollars, soit 78,2 p. 100, à un peu plus de 0,3 milliard de dollars.

Les délits commis par les dirigeants de certaines sociétés, la confiance timide des consommateurs et les multiples corrections survenues sur la scène économique aux États-Unis se sont répercutés sur les décisions relatives à l'investissement direct canadien à l'étranger. Les sorties d'investissement canadien sont allées de plus en plus vers l'Europe, et plus particulièrement au cours des dernières années. Il y a seulement deux ans, plus de la moitié des flux d'IDCE allait aux États-Unis; en 2002, la part de ce pays avait glissé autour de 31 p. 100; l'an dernier, un peu plus de 21 p. 100 des flux d'investissement à l'étranger sont allés aux États-Unis. L'UE a été le principal bénéficiaire de ce déplacement des flux d'IDCE au détriment des États-Unis, nonobstant la croissance économique chancelante de l'Union européenne. La part de l'UE dans les sorties d'investissement direct s'est accrue de 13,8 p. 100 en 2001, à 32,4 p. 100 en 2002 et à 50,3 p. 100 l'an dernier.